(A)

(N° 88.)

SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 30 JUIN 1860.

Rapport de la Commission des Affaires Etrangères, chargée d'examiner le Projet de Loi qui approuve le traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu, le 3 mars 1860, entre la Belgique et la Confédération Argentine.

(Voir les Nos 145 et 163 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Marquis DE RODES, Comte DE MARNIX, le Baron DE FAVEREAU, et MICHIELS-LOOS, Rapporteur.

MESSIEURS,

Nos relations commerciales avec les ports du Brésil, Buenos-Ayres et de la République orientale de l'Uruguay se développent heureusement d'une manière notable.

Des traités de commerce existent entre la Belgique et ces pays; il était donc de notre intérêt d'en avoir aussi avec la Confédération Argentine.

Dès que la situation des états de la Plata permettait de s'occuper utilement de la négociation d'une convention commerciale, le Gouvernement envoya notre ministre résidant à Rio-Janéiro, dans la République Argentine, pour négocier le traité soumis à votre approbation.

Grâce à la suppression opérée par le Gouvernement de la Confédération, des lois de 1856 et 1858 qui établissaient un droit différentiel en faveur des relations directes entre les ports argentins et les ports transatlantiques, le traitement national, de part et d'autre, a pu être admis pour base de cet acte diplomatique, tant pour les citoyens que pour la navigation, importation et exportation de marchandises de toute provenance.

La libre navigation du Parana et de l'Uruguay, dans toute la partie du cours de ces fleuves qui appartient à la Confédération, est garantie au pavillon belge; et nos navires jouiront, à cet égard, de tous les avantages concédés aux autres puissances étrangères.

Les clauses et stipulations sont conformes, en général, à celles des derniers traités négociés avec divers États de l'Amérique, approuvés par le Sénat.

Nos consuls auront aussi le droit de diriger toutes les opérations de sau-

(2)

vetage, pour autant que le capitaine, ni aucune autre personne sur les lieux n'ait le pouvoir nécessaire de s'en charger.

Le Gouvernement n'a pris aucun engagement pour le remboursement du péage de l'Escaut.

Les conditions pour les cas de guerre ont été formulées d'après les règles admises dans le congrès de Paris de 1856.

Nous avons déjà, aussi bien au Brésil que dans la Plata, des maisons belges solidement et avantageusement établies qui concourent admirablement au développement de nos relations avec ces parages. Espérons que bientôt d'autres succursales nationales viendront encore en augmenter le nombre. Notre mouvement commercial avec les États de la Plata est déjà très-notable et dans une activité croissante, tant pour les articles d'exportation que d'importation.

Jusqu'à présent, la plupart des fabricats belges qui sont envoyés dans la Confédération Argentine sont expédiés par la voie de Rio-Janéiro.

Messieurs, votre Commission, unanimement d'accord sur les avantages et les facilités que présente le traité conclu avec la Confédération Argentine, pour augmenter nos rapports commerciaux avec les États de la Plata, a l'honneur de vous en proposer l'approbation.

Le Rapporteur,
MICHIELS-LOOS.

Le Président,
Le Marquis DE RODES.